United Nations A/HRC/37/NI/2

General Assembly

Distr.: General
26 February 2018
English
Original: French

Human Rights Council
Thirty-seventh session
26 February–23 March 2018
Agenda item 3
Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development

Written submission by the National Human Rights Council of Morocco*

Note by the Secretariat

The Secretariat of the Human Rights Council hereby transmits the communication submitted by the National Human Rights Council of Morocco,** which is reproduced below in accordance with rule 7 (b) of the rules of procedure contained in the annex to Council resolution 5/1, according to which the participation of national human rights institutions is to be based on arrangements and practices agreed upon by the Commission on Human Rights, including resolution 2005/74 of 20 April 2005.

* National human rights institution with A status accreditation from the Global Alliance of National Human Rights Institutions.

** Reproduced in the annex as received, in the language of submission only.

GE.18-02908 (E) 280218 070318

1802908

Please recycle

Annexe

Contribution écrite du Conseil national des droits de l'Homme du Royaume du Maroc sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation**

I. Contexte général

1. Le Conseil national des droits de l'Homme du Royaume du Maroc (CNDH) est l'institution nationale marocaine de promotion et de protection des droits de l'Homme, au sens des Principes de Paris de 1993, accréditée au statut A. Avec ses treize commissions régionales des droits de l'Homme (CRDH), il remplit une mission de conseil et de proposition auprès du Gouvernement et du Parlement dans le domaine des droits humains. Sur saisine ou auto-saisine, le CNDH se prononce par le biais d'avis, de mémorandums, de rapports et d'études sur des lois, projets de loi ou toute question relevant de sa compétence.

2. En tant qu'héritier institutionnel du Conseil consultatif des droits de l'Homme, le CNDH souhaite rappeler qu'il est l'institution chargée du suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER), et non pas l'institution responsable de cette mise en œuvre.

3. La présente contribution s'inscrit dans le cadre du dialogue groupé sur l'étude conjointe sur la justice transitionnelle, présentée lors de la 37ème session du Conseil des droits de l'Homme. Elle concerne le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation au 20 décembre 2017.

4. L'IER (7 janvier 2004 - 30 novembre 2005) a traité les violations graves des droits de l'Homme commises pendant la période allant de 1956 à 1999. Cette expérience constitue la réponse nationale à la mise en œuvre du droit à la vérité, au recours, à la réparation et à la préservation de la mémoire. Elle représente un tournant décisif dans le processus de transition démocratique et de consolidation de l'Etat de droit, et ce, notamment à travers les recommandations de l'Instance relatives aux réformes institutionnelles, juridiques et politiques destinées à prévenir la répétition des violations passées des droits humains. Ce succès n'aurait pas été possible sans un consensus national fort.

5. Il convient à cet égard de rappeler le discours royal prononcé le 7 Janvier 2004 à Agadir à l'occasion de l'investiture de l'IER dans lequel Sa Majesté le Roi a déclaré : *« Nous considérons que cette réalisation constitue l'aboutissement et le couronnement d'un processus exemplaire et inédit, accompli par tous, avec assurance, audace et pondération, et aussi grâce à l'adhésion démocratique d'un peuple qui assume courageusement son passé et qui, au lieu de rester prisonnier de ses aspects négatifs, s'attache à y puiser la force et le dynamisme nécessaires pour bâtir une société démocratique moderne, où tous les citoyens puissent exercer leurs droits et s'acquitter de leurs devoirs, dans la liberté, avec responsabilité et dévouement ».*

6. La particularité de l'expérience marocaine a été une source d'inspiration pour tous, surtout après les derniers développements survenus dans la région Moyen-Orient Afrique du Nord (depuis janvier 2011). Des délégations de la Tunisie, de la Lybie, de la Mauritanie, de l'Egypte, du Bahreïn, du Yémen, du Soudan, du Liban, de la Palestine, de la Syrie, de l'Irak, du Togo, du Mali, de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Cameroun et du Niger ont effectué des visites au Maroc pour bénéficier de son expérience en matière de justice transitionnelle.

** La communication est reproduite en annexe telle qu'elle a été reçue, dans la langue originale seulement.

II. Forces et faiblesses

7. Les points forts de cette expérience résident dans :

- Les progrès notables enregistrés dans le domaine de l'établissement de la vérité sur les violations graves des droits de l'Homme et la reconnaissance publique de la responsabilité de l'Etat. Le CNDH réitère la pressante nécessité de poursuivre les efforts afin de clarifier le sort de certains dossiers en instance relatifs à la disparition forcée, dans le but de garantir aux familles et aux ayants droit leur droit imprescriptible à la vérité.

- Le fait d'ériger les réformes institutionnelles recommandées par l'IER en une référence fondamentale. Dans son discours du 9 mars 2011, ayant tracé le cadre de la réforme constitutionnelle, Sa Majesté le Roi a insisté sur la nécessité d'inclure dans la Constitution les recommandations pertinentes de l'IER. Cela a donc été réalisé au sein de la Constitution de 2011.

- La mise en œuvre des recommandations relatives aux réparations individuelles, directement après la publication du rapport final de l'Instance avec la désignation d'une institution nationale établie – en l'occurrence le Conseil consultatif des droits de l'Homme – pour assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations, ce qui constitue un fait sans précédent dans les expériences de justice transitionnelle.

- Le programme de réparation communautaire apportant une vraie valeur ajoutée par rapport aux différentes expériences de justice transitionnelle dans le monde.

- La prise en compte de l'approche genre dans tous les programmes de l'Instance.

- La mise en place d'un ensemble de mesures relatives à la préservation de la mémoire, des archives et de l'histoire.

8. La majeure partie des recommandations de l'IER a été mise en œuvre. Toutefois, certaines recommandations institutionnelles, telles que l'adhésion au Statut de Rome relatif à la Cour pénale internationale (CPI), l'abolition de la peine capitale et la stratégie nationale de lutte contre l'impunité restent encore à mettre en œuvre.

III. Bilan général

9. Concernant le bilan du processus de justice transitionnelle au Maroc, les réalisations suivantes ont été accomplies.

10. *Etablissement de la vérité* :

- clarification du sort de 803 cas de décès : victimes de disparitions forcées, de détention arbitraire ou de l'usage disproportionné de la force publique lors de différents événements sociaux ;

- localisation de 385 sépultures ;

- exhumation de 185 dépouilles et réalisation de 44 prélèvements d'ADN par une équipe de médecins légistes entre décembre 2005 et mai 2012.

11. *Réparation individuelle* - Le nombre total de victimes des violations graves des droits de l'Homme perpétrées par le passé et des ayants droit ayant bénéficié de l'indemnisation financière s'élève à 19 476 personnes, avec un montant total de 928 012 628,80 dirhams. Outre l'indemnisation financière, 1 335 victimes et ayants droit ont bénéficié de la réinsertion sociale, 18 343 personnes de la couverture médicale, et 540 victimes ont bénéficié d'une recommandation demandant au gouvernement de régulariser leur situation administrative et financière.

12. *Mémoire, histoire et archives* - Le CNDH, en partenariat avec le gouvernement marocain, a réhabilité les deux cimetières où ont été inhumées les dépouilles des victimes des événements sociaux de Casablanca (1981) et de Nador (1984), ainsi que deux autres cimetières à Agdez et M'Gouna, où reposent les dépouilles des victimes de disparition forcée. Par ailleurs, le Conseil et certains partenaires ont mobilisé les fonds nécessaires en

vue de la réalisation de deux musées de préservation de la mémoire à Al Hoceima et Dakhla.

13. Le Conseil a en outre contribué – en partenariat avec la Faculté des lettres et des sciences humaines de Rabat – au lancement d'un Master d'histoire du temps présent. Et dans le cadre d'une initiative inédite, il a signé une convention de partenariat avec les « Archives du Maroc » dans l'objectif de valoriser son fonds documentaire. Cette opération a été couronnée par le versement à cette institution des archives de l'Instance indépendante d'arbitrage et de l'IER.

14. *Réparation communautaire* – L'IER a recommandé de réhabiliter les victimes au sens large du terme. L'objectif étant de rétablir la confiance entre l'Etat et la population locale et faciliter le processus de réconciliation. Cette recommandation concerne un ensemble de localités dans les provinces de Figuig, Errachidia, Ouarzazate, Zagora, Tan-Tan, Azilal, Khemisset, Al Hoceima, Nador, Hay Mohammadi à Casablanca, Khénifra, Midelt de Tinghir. Dans ce cadre, le CNDH a suivi la mise en œuvre de 149 projets visant le renforcement des capacités des acteurs locaux, la préservation de la mémoire, l'amélioration des conditions de vie des populations (amélioration des services, développement de sources alternatives de revenus, protection de l'environnement) et la promotion des droits des femmes et des enfants, pour un montant global de l'ordre de 159.799.892.00 dirhams.

15. Un rapport final de suivi des recommandations de l'IER est en cours de publication par le CNDH. Le rapport comprendra le bilan détaillé et actualisé des réalisations notamment en matière de vérité et de réparations. Par ailleurs, des réunions ont été tenues en février 2018 par le Gouvernement et par le CNDH avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires pour clore le dossier des disparitions forcées traité par l'IER.

United Nations A/HRC/37/NI/3

General Assembly

Distr.: General
26 February 2018
English
Original: Spanish

Human Rights Council
Thirty-seventh session
26 February–23 March 2018
Agenda item 3
Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development

Written submission by the National Human Rights Institution and Office of the Ombudsperson of Uruguay*

Note by the Secretariat

The Secretariat of the Human Rights Council hereby transmits the communication submitted by the National Human Rights Institution and Office of the Ombudsperson of Uruguay,** which is reproduced below in accordance with rule 7 (b) of the rules of procedure contained in the annex to Council resolution 5/1, according to which the participation of national human rights institutions is to be based on arrangements and practices agreed upon by the Commission on Human Rights, including resolution 2005/74 of 20 April 2005.

* National human rights institution with A status accreditation from the Global Alliance of National Human Rights Institutions.

** Reproduced in the annex as received, in the language of submission only.

GE.18-02910 (E) 280218 070318

1802910

Please recycle

Anexo

Declaración de la Institución Nacional de Derechos Humanos y Defensoría del Pueblo de Uruguay para el Consejo de Derechos Humanos (37ª sesión) en contribución al Informe del Relator Especial para Naciones Unidas en derechos humanos vinculados al ambiente

La Institución Nacional de Derechos Humanos y Defensoría del Pueblo (INDDHH) de Uruguay tiene por cometido la defensa, promoción y protección en toda su extensión de los derechos humanos reconocidos por la Constitución y el Derecho Internacional. Es un órgano estatal autónomo que funciona en el ámbito del Poder Legislativo. Fue creada por Ley N° 18.466 del 24 de diciembre de 2008, pero comenzó a funcionar en junio de 2012, tras la elección de su primer Consejo Directivo por parte de la Asamblea General.

Desde su instalación, los derechos humanos vinculados al ambiente han estado presentes en la agenda institucional, a través de situaciones planteadas en diferentes ámbitos: a) en las Asambleas Nacionales de Derechos Humanos, donde se conformó como eje temático para la discusión; b) a partir de denuncias presentadas por personas, grupos y organizaciones sociales, y c) a partir del contacto con actores de diversos organismos (estatales, internacionales, académicos, etc.) y en actividades de encuentro entre el Estado y la sociedad civil llevadas adelante por la Institución.

En los últimos tiempos los asuntos vinculados al "medio ambiente" o a la "naturaleza" han tomado lugar progresivamente en la agenda pública en nuestro país, lo que presenta nuevas conceptualizaciones y desafíos en relación al ejercicio de los derechos humanos. Se han expresado conflictos socioambientales (asociados a la extracción de recursos estratégicos), la visualización de los efectos del cambio climático, así como el impulso de objetivos de desarrollo sustentable.

El derecho a vivir en un medio ambiente sano condiciona directamente el efectivo ejercicio de una multiplicidad de derechos humanos, como el derecho a la vida, a la salud, al acceso al agua potable, a la alimentación, a condiciones de trabajo favorables y a la educación, entre otros.

Es un derecho de solidaridad, del cual no solamente somos titulares las personas individualmente consideradas, sino toda la especie humana en todas las regiones del mundo, incluyendo las generaciones futuras.

El Estado tiene obligaciones específicas en relación a garantizar el efectivo goce del derecho a un ambiente sano, así como del acceso a la información ambiental, la participación social en los procesos de toma de decisiones relativas al ambiente, y del acceso efectivo a procedimientos judiciales y administrativos para la prevención y resarcimiento de daños ambientales.

El Estado debe garantizar la vigilancia del impacto de las políticas públicas y de los proyectos de inversión a gran escala sobre el ambiente, con miras a asegurar la protección y el aprovechamiento sostenible de los bienes comunes, incluyendo la protección de la calidad y cantidad del agua.

Asimismo, debe asegurar la asignación de suficientes recursos humanos y financieros a las instituciones encargadas de la aplicación efectiva de la legislación y de las políticas relativas a la protección ambiental, así como facilitar mecanismos de coordinación interinstitucional en el diseño y ejecución de políticas públicas sobre desarrollo y ambiente.

Por la extensión y complejidad de los asuntos ambientales, resulta necesario promover mecanismos de control local, promoviendo la participación social con capacidad de denuncia y propuesta, integrados en las estructuras institucionales.

Resulta fundamental hacer énfasis en el principio precautorio y en el principio de derechos humanos de no regresividad, frente a los temas ambientales.

La protección ambiental y la justicia social se retroalimentan en el efectivo goce de todos los derechos humanos. La defensa del ambiente y el desarrollo humano sostenible son objetivos compatibles y derechos de las generaciones actuales y futuras.

A través de las Asambleas Nacionales de Derechos Humanos y otras actividades de intercambio entre el Estado y la sociedad civil, se han presentado diversos problemas e inquietudes relativos al ambiente y al agua. Los principales de ellos son:

- Existencia de políticas y proyectos de desarrollo basados en la sobreexplotación de bienes naturales, donde muchas veces se priorizan intereses económicos de corto plazo por sobre los derechos a la vida, a la salud y a la protección ambiental.
- Dificultades de coordinación interinstitucional y de autoridad efectiva de gestión en asuntos vinculados al ambiente y al agua, cuando las responsabilidades son difusas. Dificultades a nivel sectorial y territorial, cuando los problemas ambientales abarcan competencias de distintos Ministerios e involucran varios gobiernos departamentales.
- Problemas de centralismo político-territorial, donde la elaboración de normativas, planes y proyectos es realizada desde la capital del país, resultando muchas veces inadecuadas a las situaciones locales.
- Dificultades en la aplicación y control de la normativa existente para la protección ambiental, así como en los mecanismos de sanción efectiva en caso de incumplimiento.
- Dificultades a nivel del sistema judicial para la protección ambiental.
- Preocupación en relación a la calidad del agua, incluyendo limitaciones en el acceso a información pública al respecto.
- Preocupación en relación al derecho a la tierra y a la soberanía alimentaria.
- Falta de indicadores sanitarios que permitan relacionar problemas en la salud de la población con causas ambientales.
- Preocupación por el impacto en el ambiente y en los recursos hídricos de grandes proyectos productivos. Se destacan el desarrollo de cultivos transgénicos, el uso de agroquímicos, y la instalación de plantas de procesamiento de celulosa.
- Carencia de campañas educativas y comunicacionales en términos de derechos humanos, especialmente vinculados a la protección ambiental.
- Limitaciones en la participación, alcance e implementación de planes de gestión y protección del ambiente y del agua, en particular el Plan de Acción para la Protección del Agua del Río Santa Lucía (2013) y el Plan Nacional de Recursos Hídricos.
- Limitaciones a la participación social en las Comisiones de Cuenca por su funcionamiento, sus funciones asesoras y su bajo número en relación a las cuencas hidrográficas existentes.
- Críticas a la reforma de la Ley de Riego con Destino Agrario, aprobada en 2017 por el Parlamento Uruguayo. En relación a este último punto, la INDDHH realizó un informe temático en el que estableció que "su aplicación podría generar vulneraciones en derechos humanos fundamentales, como son el derecho a un ambiente sano, al acceso al agua potable y a la participación social" y estableció recomendaciones hacia el Estado uruguayo.
- Preocupación ante el ingreso de nuevos eventos transgénicos, aprobado en enero de 2018 por el Poder Ejecutivo, sin considerar los informes presentados por parte de las autoridades sanitarias y ambientales (Ministerio de Salud Pública y del Ministerio de Vivienda, Ordenamiento Territorial y Medio Ambiente), así como la Recomendación de la INDDHH al Gabinete Nacional de Bioseguridad ampliar la Evaluación de Riesgo sobre el impacto ambiental producido por el uso del paquete tecnológico asociado a dichos eventos transgénicos.

A través de denuncias específicas recibidas desde el 2013, en particular vinculadas a problemas de salud por contaminación por agroquímicos, la INDDHH ha realizado las siguientes recomendaciones:

a) Fortalecer las actuaciones articuladas de los organismos involucrados, de manera que las mismas resulten preventivas y efectivas a través de la generación de un protocolo de actuación único que involucre a todos los oganismos del Poder Ejecutivo competentes, y su coordinación con los gobiernos departamentales y de la Universidad de la República. En particular, resulta fundamental la participación activa de la Dirección Nacional de Medio Ambiente del Ministerio de Vivienda, Ordenamiento Territorial y Medio Ambiente.

b) Dar énfasis a la propuesta de definir sub categorías dentro de la zona rural que permitan delimitar perímetros de exclusión, diversificando la mirada del medio rural y atendiendo a las características actuales de la producción agropecuaria.
c) Revisar la reglamentación vigente incorporando el concepto de prevención de los riesgos de salud y medioambientales independientemente de la categorización de la zona.
d) Mejorar los procedimientos administrativos atendiendo a la celeridad, al acceso a la información del trámite y a la obtención de una resolución fundada.
e) Mejorar el acceso a información de la población: en particular difundiendo los riesgos para la salud y el medio ambiente, las medidas preventivas y la reglamentación vigente, así como un manual práctico para la presentación de denuncias y el seguimiento de las mismas. Para ello es importante organizar actividades con las personas involucradas de manera de garantizar el derecho a la participación y la información.
f) Elaborar un protocolo sanitario para las escuelas de zonas rurales que contemple la prevención de los riesgos y la articulación con las autoridades competentes ante estas situaciones.
g) Implementar en la zona el plan de manejo de residuos, tanto para el almacenamiento, el transporte y la deposición final de envases como de productos agroquímicos.

A partir de la aprobación en 2017 de la Ley N° 19.553 de Riego con Destino Agrario, la INDDHH ha realizado las siguientes recomendaciones en temas referidos a la protección del ambiente y el agua:

A. Garantizar la participación de la sociedad civil en todos los aspectos de la planificación, gestión y control de los recursos hídricos, especialmente a través de la inclusión y fortalecimiento de los Consejos Regionales de Recursos Hídricos y las Comisiones de Cuenca.
B. Asegurar la protección de fuentes de agua potable, así como la reserva de fuentes alternativas, con una visión de largo plazo.
C. Establecer restricciones precisas en cuanto a cantidad y calidad de la superficie a abarcar en los planes de uso de suelos y aguas para riego como forma de minimizar impactos ambientales a nivel de cuenca, promover la conservación de la biodiversidad, proteger los ecosistemas ribereños (incluyendo monte nativo y humedales).
D. Incluir evaluaciones ambientales que prevean mecanismos efectivos de respuesta ante situaciones de emergencia con alto nivel de imprevisibilidad.
E. Desarrollar estrategias de control y monitoreo ambiental, incluyendo la coordinación interinstitucional y la participación de la sociedad civil.
F. Impulsar la investigación científica interdisciplinaria para la protección del agua y del ambiente, incluyendo la construcción de indicadores sobre los distintos componentes de cantidad y calidad de agua, medición de caudales ambientales, etc.
G. Prever espacios para la solución de controversias debido a conflictos de uso y demás, que garanticen el acceso a la justicia en el amplio sentido del término.
H. Establecer sanciones claras y efectivas de distinto tipo hacia quienes incumplan con la normativa, especialmente con miras a impedir la especulación financiera en base a los recursos hídricos y asegurar la protección ambiental, incluyendo la calidad, cantidad y disponibilidad de agua potable.
I. Producir y publicar información clara y precisa relativa al agua y al ambiente.

Finalmente, la INDDHH expresa que refuerza su compromiso para colaborar en la promoción de espacios de participación y diálogo entre los diferentes sectores de la sociedad sobre los asuntos referidos al ambiente, así como a acompañar a las instituciones del Estado en los procesos de incorporación de la perspectiva de derechos humanos en las políticas ambientales y de desarrollo.